

# LA COMMUNE DE PARIS

ON S'ABONNE A PARIS :

Rue de Rivoli, 16.

Un an. 6 mois. 3 mois.			
Paris. . . . .	24	12	7
Départements. . . . .	36	18	10
Etranger. . . . .	48	24	13

Les abonnements datent des 1<sup>er</sup> et 16 de chaque mois.

JOURNAL RÉVOLUTIONNAIRE

MONITEUR DES CLUBS, DES CORPORATIONS D'OUVRIERS ET DE L'ARMÉE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Agriculture, Industrie.

SOLIDARITÉ, ALLIANCE DES PEUPLES.

Arts, Sciences.

Pour toutes les insertions, s'adresser au siège de l'Administration, rue de Rivoli, 16.



Comité de rédaction pris parmi les rédacteurs.

DIRECTEUR-GÉRANT : SOBRIER

« Se rallie à notre bannière qui vaudra, l'attaque qui l'ose ! »

Paris, 29 avril.

La réaction est satisfaite. Depuis deux mois elle préparait des élections à sa guise; aujourd'hui elle les tient. Ce résultat était inévitable si l'on considère la marche timide et rétrograde du Gouvernement provisoire. Au lieu de remuer vaillamment le terrain révolutionnaire, il n'a songé qu'à s'asseoir sur les sympathies de la modération un instant effrayée. Il avait pour mission de démocratiser la France. A une œuvre pareille il faut des instruments nouveaux. Aussi une des conséquences de la révolution de février était-elle à nos yeux le renversement de l'ancienne administration. Les mêmes mains qui avaient touché aux affaires de la monarchie ne pouvaient servir les intérêts de la République. Nous recueillons amèrement les fruits du maintien des fonctionnaires de Louis-Philippe; l'expérience porte ses lumières.

Tous les esprits larges et impartiaux désiraient voir siéger dans l'Assemblée nationale les chefs des différentes écoles socialistes. Paris, qui est le cerveau de la France, se devait à lui-même d'éclairer par l'accession de tous les hommes spéciaux les grands problèmes économiques. Chaque secte contient un fragment de vérité. La discussion générale en réunissant ces doctrines errantes en aurait peut-être dégagé la formule sociale. Au lieu de ces lumières, que nous envoie la bourgeoisie? Des hommes pour la plupart sans valeur et sans moralité.

Nous ne sommes point opposés à l'élection de Béranger: c'est un vieux soldat du libéralisme militant, de plus c'est le chansonnier du peuple; mais faudra-t-il donc toujours attendre qu'un homme ait passé soixante ans, qu'il ait usé et amoindri ses forces dans une lutte éternelle avant de l'appeler au maniement des affaires du pays? La gérontocratie est à l'ordre du jour sous les gouvernements monarchiques; mais dans une République, ne devrait-on pas faire appel aux forces jeunes et vivaces de la nation? Il n'y a pas un seul nom sur la liste des trente-quatre députés de Paris qui révèle un talent nouveau. L'inspiration et la témérité sont quelquefois nécessaires dans les temps de crise sociale. Hé bien, n'attendez pas d'initiative de la part de ces hommes qui se traitent depuis seize ans dans les vieilles ornières du gouvernement constitutionnel. Ils refouleront les instincts révolutionnaires, les besoins et les intérêts du peuple, car au delà du cercle étroit des concessions bourgeoises ils ne voient plus que tempête et anarchie.

L'incapacité des hommes qui siègent à l'hôtel de ville et au Luxembourg se traduit encore d'une manière bien plus éclatante dans les élections de province. Ici plus de masque: la réaction marche la tête haute et ne dissimule point ses projets. La majorité de la chambre sera monarchique. Elle proclamera la République comme une nécessité du moment; mais elle saura si bien maintenir et restaurer l'ancienne configuration gouvernementale de la France, que la place de la royauté, quoique vacante, demeurera visible pour tous les yeux.

Une réaction si décidée, si audacieuse, doit s'attendre à des résistances énergiques dans la partie saine de la multitude. Un défi aveugle, brutal, irréfléchi a été jeté par la garde nationale de Paris à la Révolution de février. Cette croisade de baïonnettes imprudentes a trouvé le peuple de la grande ville calme et sévère. On lui présentait la guerre civile; il a répondu par un silence significatif aux provocations armées de la garde bourgeoise. Attaqué, il a dédaigné de se défendre, parce que derrière cette défense désespérée il avait entrevu des flots de sang. Ce n'est pas nous qui blâmerons son héroïque sagesse.

Vainement a-t-on voulu donner à cette manifestation, ou pour mieux dire à cette levée de baïonnettes, un caractère restreint à telle ou telle secte. On se servait du communisme comme d'un fantôme; mais derrière ce fantôme agité, c'est l'idée sociale que l'on voulait atteindre. Il ne s'agissait pas encore de tuer la République, il fallait d'abord étouffer la Révolution. On y a réussi, du moins jusqu'à nouvel ordre. L'effet calculé de cette panique bourgeoise a été immense. On s'est servi d'une terreur factice pour influencer le résultat des élections. Les provinces et Paris ont voté sous l'impression de la crainte. Oui, la peur, cette vieille conseillère de toutes les hontes et de toutes les résistances sous le dernier règne, est encore là qui montre aux bourgeois le chemin de la réaction. L'égoïsme achève l'ouvrage de la

peur. La propriété, follement tremblante, se roidit contre le progrès, comme si le progrès pouvait être jamais une spoliation des intérêts et des droits!

On a semé des alarmes, on recueille du sang. Le défi jeté par la garde nationale de Paris à la population ouvrière retentit dans les villes de province. Réacteurs, vous n'avez pu obtenir la guerre civile dans Paris; soyez consolés, soyez satisfaits: elle vient d'éclater à Rouen.

La République compte à peine deux mois d'existence, et déjà vous retournez contre le peuple les mêmes armes dont se servait la monarchie pour comprimer l'expression libre de la volonté nationale. Le vieux langage politique renait de toutes pièces. On parle aujourd'hui des factions, des passions aveugles, des ennemis de l'ordre, comme au temps de Louis-Philippe. L'ancienne machine gouvernementale est encore tout entière debout, moins quelques hommes insignifiants ou trop compromis; il y a mieux, cette machine ne refonctionne sous la main des anciens ouvriers de la monarchie et contre les enfants de la Révolution.

Jamais situation ne fut plus grave ni plus tendue. Le canon tonne à l'heure qu'il est: ce langage en dit assez sur la fausse marche de nos hommes d'Etat. Nous voilà revenus aux luttes de la rue Transnonain et aux assassinats de la Croix-Rouge. Quand le sang coule, il y a toujours un coupable. Le coupable ici, c'est la réaction.

On ne manquera pas sans doute d'arguments plus ou moins creux pour établir que l'agression est partie du peuple. Erreur ou mensonge! L'attaque est venue de la bourgeoisie parisienne. On avait besoin d'une démonstration contre le communisme pour faire des élections. Rien n'a pu arrêter les desseins voilés des réacteurs, ni l'éventualité de la guerre civile ni la collision imminente des citoyens armés contre les citoyens sans armes. Quand un parti fait ainsi bon marché de tout sentiment humain, ce parti est jugé.

Quels moyens avez-vous essayés depuis deux mois pour soulager le peuple? Aucuns. La cessation des travaux a fait retomber sur la classe ouvrière une masse énorme de souffrances; vous n'avez opposé à cette recrudescence de la misère que la mollesse et l'incapacité. Vous avez jeté au vent des promesses, sans même vous dire que ces promesses menteuses semaient pour l'avenir des germes de découragement infini dans le cœur des populations déçues. Le désespoir devait nécessairement sortir de la lutte; aujourd'hui ce désespoir vous menace. Vous vous en tirez par des égorgements. A la fin vous opposez de la mitraille et du plomb. Faites; mais souvenez-vous que l'on ne tue pas des idées, et ce sont les idées sociales qui dans ce moment se soulèvent contre vous.

Le peuple de Paris est tranquille: son calme est celui de la force qui se connaît et qui se contient; mais il envisage le sort de ses frères de Rouen avec une émotion profonde. La solidarité entre les membres de la grande famille qui couvre le territoire de France n'est plus un vain mot; chaque coup porté aux ouvriers de Rouen est une plaie faite à tous les ouvriers.

La souveraineté du peuple ne saurait recevoir aucune atteinte sérieuse des dernières élections. On n'efface pas un principe conquis par un demi-siècle de lutte et de victoires. Quant à la guerre civile, le bon sens et la magnanimité des masses sauront bien la refouler dans l'âme des provocateurs. Mais tout en réservant sa justice, le peuple n'entend point s'en démettre. Il demandera tôt ou tard un compte sévère à ces hommes qui ont versé du sang faute d'ouvrir aux populations ouvrières les sources du bien-être et de la dignité humaine.

« L'éducation, s'écriait Leibnitz, donnez-moi l'éducation, et je serai maître du monde. » La Convention nationale était persuadée de l'importance de cette vérité quand elle rendait ses admirables décrets relatifs à l'organisation de l'instruction publique en France; quand ses plus illustres membres, Monge, Haüy, Daunou, Fourcroy, Sieyès, descendaient de leurs chaises curules pour professer eux-mêmes des cours publics. Une instruction nationale française, voilà ce qu'il fallait, ce que nous demandons encore, ce que le Gouvernement de la République doit nous donner. Par l'instruction, la vie publique nous sera facile; par elle se consolidera le règne du peuple; par elle le droit de tous sera converti en pouvoir.

Tous les obstacles que rencontre l'établissement de la République proviennent de l'ignorance: ignorance dans les villes, où il existe cependant tant de moyens de la combattre; ignorance dans les campagnes, où le préjugé a depuis longtemps fait élection de domicile, où la superstition conserve un nombre considérable d'adeptes. Comment battre en brèche cet entassement monstrueux de sophismes et d'erreurs soigneusement entretenus par tous les exploiters d'homme et les traitants à tous les degrés de l'échelle? Comment chasser cette accumulation de ténèbres produite par plusieurs siècles? Il ne suffit pas pour cela de l'éclair des révolutions ni de l'ouragan qui l'accompagne. Les vapeurs pèsent sur les lieux bas, le souffle de la civilisation est exposé à passer par-dessus. Que résulte-t-il de là? C'est que la révolution ne s'opère qu'à la surface des choses; une superfétation de la société est renversée pour faire place à une autre superfétation: la forme est changée. Suivent quelques oscillations dans l'édifice, auxquelles on se hâte de mettre bon ordre par des mesures réactionnaires, et la révolution est escamotée.

Peuple, peuple, tel est encore le sort qu'on te réserve si tu ne fais bonne garde. Monte sur la plus haute tour de tes villes, colle l'oreille à terre, tu entendras partout le bruit d'un travail souterrain; pour peu que ta vue soit perçante, tu verras se disposer autour de toi et sous tes pas les mailles du réseau dont on voudrait t'enlacer. Peuple, souviens-toi d'Hercule. Au berceau, il étouffait des serpents. Né d'hier seulement à la vie politique et sociale, tu feras comme lui: tu n'auras qu'à les serrer dans tes larges mains pour étouffer ces vils reptiles et couper en mille tronçons le hideux polype de la cupidité qu'ils étendent silencieusement sur toi.

Pour assurer à tout jamais le triomphe du droit et assoier la démocratie sur ses bases branlables, c'est à vous que nous faisons appel, hommes d'esprit et de cœur, où que vous soyez, d'où que vous sortiez, vous à qui le Ciel a départi plus d'intelligence, vous qui avez eu le temps de la développer par quelques études ou qui suppléiez le manque de notions par des lumières instinctives. Aujourd'hui toute bouche doit parler, toute opinion se manifester. Que le savant fasse tomber les cloisons de son cabinet, que le penseur isolé descende sur la place publique. Nous sommes tous dépositaires de la vérité, dont nous n'avons chacun qu'une parcelle. Celui qui restera chez soi avec un tel trésor serait coupable de lèse-humanité.

Ce n'est pas seulement pour les solliciter à une mission vague d'éducateurs politiques et sociaux que nous faisons cet appel à tous les bons citoyens. Celle-là, il n'est pas de républicain sincère qui n'en comprenne la nécessité; c'est un enseignement immédiat que nous les supplions de donner à leurs frères. Il dépend de leur zèle de prévenir d'horribles catastrophes. Qu'ils éclaireront les esprits sur la situation: elle est grave et pleine de symptômes formidables. Chaque jour l'abîme s'élargit sous les mains insensées qui le creusent, et ceux-là mêmes qui prétendent en faire une ligne de démarcation infranchissable pour les déshérités de la famille humaine seront les premiers à y rouler.

Tournez donc les yeux vers l'autel où les plus pauvres des pauvres ont apporté leur offrande. Eh quoi! ne vibre-t-il pas en votre cœur la moindre fibre nationale! Êtes-vous sourds à l'appel de la grande d'âme? L'aspect de la patrie en détresse ne peut-il vous arracher une larme?

Ici l'on nous arrête pour nous dire que ceux-là mêmes qu'on jugeait riches ne possèdent rien en réalité: la circulation est suspendue; tous les canaux de la fortune sont à sec; le voile des fictions est déchiré et ne laisse voir sous des montagnes de papier qu'une pauvreté générale, etc., etc.

A ces belles et commodes objections la réponse est facile; un mot suffit. Ce n'est pas de l'argent monnayé que nous demandons lorsque nous sollicitons les citoyens à des contributions volontaires, mais bien des dons en nature. Ceux-là, nul n'a le droit de les refuser, sous quelque prétexte que ce soit. Le véritable patriotisme trouve toujours les moyens d'apporter un remède aux souffrances de la société. Nous devons convenir qu'il est rare chez certains gens. Qu'est-ce donc que le patriotisme si ce n'est le mauvais vouloir et les intentions funestes d'un égoïsme menacé?

Oh! que notre aristocratie bourgeoise est petite quand on la compare à l'oligarchie anglaise!

Nous n'avons pas publié la liste des représentants du peuple; elle était déjà connue de tout le monde et telle que nous la pressentions. Cette liste, disons-le hautement, nous en sommes satisfaits. Nous préférons les positions franchement, nettement accusées, à des combinaisons bâtarde qui ne peuvent qu'engendrer l'incertitude et obscurcir la question. La Révolution de février s'était faite aux cris de *Vive la réforme!* elle devait se poursuivre aux cris de *Vive la socialisme!* Plus de classes pauvres, plus d'exploitation de l'homme par la bête, plus de scission dans la nation, mais l'unité. Les prolétaires montaient au niveau des bourgeois; la fraternité, principe métaphysique longtemps poursuivi, descendait enfin dans le domaine des réalités.

La réaction ne l'a pas entendu ainsi. Depuis deux mois elle a travaillé à regagner le terrain perdu. Enhardie par l'indulgence du peuple, favorisée par des mesures gouvernementales qui n'étaient révolutionnaires qu'à demi, d'intrigue en intrigue elle est parvenue à reconstituer un passé qu'on croyait à jamais écrasé sous les pavés de février.

Comment ces morts sont-ils ressuscités?

Au lieu de constater dès le premier jour tous les fruits de la victoire populaire, au lieu de la consolider par des décrets qui montrassent l'intelligence de la situation, tels que le dégrèvement des petits propriétaires et du pauvre, on a accru leurs charges déjà si grandes, et au lieu de les convertir à la République, on a fait naître des doutes dans tous les esprits. C'était pour obtenir la vie à bon marché qu'on s'était levé, et la victoire ne donnait qu'un redoublement de misère. Les réactionnaires ont exploité cette faute immense; ils en ont fait le drapeau de la contre-révolution, ils l'ont promené de ville en ville et de village en village. Le peuple, qui avait dressé la tête, l'a derechef courbée vers le sol et s'est résigné à subir encore la domination des riches et des bourgeois. Ailleurs son ardeur était immense, et son patriotisme ne demandait qu'à être éclairé. On l'a indignement trompé. Enumérer les fraudes, les obsessions, les manœuvres électorales, les perfidies infâmes qui ont eu lieu dans ce chaos d'où la bourgeoisie se relève avec insolence serait superflu.

Ce qui arrive était nécessaire. Avant de se précipiter dans l'avenir, il fallait anéantir jusqu'aux derniers vestiges du passé; il fallait montrer, prouver qu'on avait eu le droit de le pulvériser à coups de canon, et que sous cet échafaudage nommé le juste-milieu, il n'y avait rien que perversité, ruse et malédiction. L'esprit de caste tente un dernier effort; il organise ses adeptes pour la dernière bataille. Comme tous les partis désespérés, à bout de ressources, il se recrute parmi les hommes qui portent au front le stigmate de l'infamie, de la bassesse et de la corruption. Des noms tarés ont surgi de l'urne électorale. Tout ce qui se remue et grouille dans les bas-fonds des sociétés a monté et prétend arriver à la représentation nationale porté par la vapeur populaire. Invasion des impurs, procession des vendeurs qui viennent encore souiller le temple, nous vous remercions de votre succès. Le moment n'est pas loin où vous rendrez compte de votre impudeur à celui que vous bafouez aujourd'hui sous vos masques. La Révolution sociale ne sera pas escamotée; le peuple ne s'est pas démis: en lui réside tout droit et toute force. Votre délégation éphémère ne se légitime que par votre accord avec sa volonté toute-puissante. Tremblez donc, hommes qui n'êtes rien par vous-mêmes, de marcher à son encontre; tremblez de violer le mandat qu'il a remis en vos mains. Si vous faites un pas en arrière, il sera debout!...

Encore une fois, l'intrigue seule a pu faire monter jusqu'à la représentation nationale des hommes impurs. Ils oseront affronter le grand jour de l'Assemblée devant le peuple de la Révolution! Ces choix nous indignent jusqu'aux larmes! mais nous n'en faisons pas retomber la honte sur le peuple. La République n'a rien fait pour lui: elle l'a laissé désarmé, sans appui, sans défense vis-à-vis de ces criminels qui ont pu impunément le traiter en esclave sous le frein de la misère. Espérons que le peuple un jour, moins confiant et plus éclairé, dictera sa constitution, qui sera l'œuvre de Dieu.

Le citoyen Lamartine vient d'être nommé représentant du peuple en cinq départements et à un nombre considérable de voix. Le citoyen Lamartine est l'homme vers lequel se tournent tous



les yeux en France et en Europe. La bourgeoisie surtout s'est ralliée avec empressement autour de ce grand nom. Pense-t-elle que le citoyen Lamartine consente jamais à représenter l'idée réactionnaire et cherche à enrayer la Révolution avec l'appui de tout ce qui s'attache au passé et repousse de toute la puissance de son égoïsme une rénovation sociale nécessaire, inévitable? S'il en était ainsi, qu'elle se détrompe. L'historien des Girondins, autant que tout homme qui a étudié la loi de développement des civilisations, sait l'importance de la mission qu'il a été appelé à remplir. Autant qu'un autre, il sera révolutionnaire; autant qu'un autre, socialiste et décidé à rompre avec les errements d'un passé qui s'appuyait sur l'odieuse et sur l'infâme. Grand esprit et noble cœur, par cette loi fatale qui sollicite les intelligences à monter vers tout ce qui est justice et vérité, il a marché: il ne s'arrêtera pas si loin du but où tendent toutes les sociétés; il ne se laissera pas étourdir par les clameurs d'une caste intéressée; il ne pactisera pas avec l'iniquité et le mensonge; il ne se reposera qu'après le triomphe définitif et inéluctable de la démocratie.

D'autres citoyens dont la France est fière, Béranger, Lamennais, Ledru-Rollin, les représentants du travail, si peu nombreux qu'ils soient, tout ceux qui ont poursuivi depuis longues années cette admirable réalisation, réuniront pour la hâter leurs dévouements et leurs lumières. C'est du concours des esprits éminents, de l'accord des cœurs généreux que sortira le grand œuvre que la France et l'humanité attendent avec impatience, la constitution républicaine qui inaugurerait la liberté du monde.

Désormais la France ne peut qu'être socialiste, à moins d'abdiquer la glorieuse initiative qu'elle a toujours prise dans les révolutions humaines. Tout son avenir est dans le mot *démocratie*.

#### COMITÉ D'AGRICULTURE ET DE COLONISATION.

(Siège, rue de Rivoli, 16.)

Paris, le 30 avril 1848.

Citoyens membres du Gouvernement provisoire,

Tous les esprits sérieux qui se préoccupent du sort des travailleurs commencent à sentir que le salut de la France est dans son retour à l'agriculture. Les villes sont encombrées; l'industrie, tout nous le fait supposer, ne se relèvera pas de longtemps: il faut que le trop plein des manufactures soit déversé sur les campagnes.

Vous l'avez compris, citoyens, et le jour de l'inauguration de la République, vous avez fait figurer une charrue sur le char symbolique qui portait les emblèmes de la nation.

Une charrue, c'est encore l'enfance de l'art. Le rude labeur de la terre ne peut que décourager ceux qui s'y livrent; la science doit leur venir en aide: c'est le seul moyen d'affranchir l'homme et de le constituer dans la plénitude de son être.

La Commune de Paris est heureuse de vous présenter un instrument aratoire destiné à opérer une révolution dans l'agriculture. C'est une machine à vapeur à défriquer, qui doit assurer à son inventeur, le citoyen Barrat, le titre de bienfaiteur de l'humanité. Elle fonctionne parfaitement et pourrait dès aujourd'hui être répandue dans toutes les communes de France. Par elle, la richesse de notre patrie sera considérablement augmentée; les résultats de toute espèce, moraux et matériels qu'elle permet d'espérer sont incalculables.

Le Comité d'agriculture et de colonisation, institué par la Commune de Paris, a pensé qu'il conviendrait de la montrer à la nation le jour où elle sera réunie au Champ-de-Mars dans la fête de la Fraternité; il vous prie d'agréer son idée et de la mettre sous les auspices de la France.

Comité d'agriculture et de colonisation:

Le président: SONRIER, propriétaire, directeur du journal *la Commune de Paris*.

Vice-président: Alph. Esquiros, homme de lettres.

Secrétaire: PEYRET, homme de lettres.

BARRAT, ingénieur, propriétaire.

S. DEMOULIN, propriétaire, agriculteur.

GIRARD, propriétaire, agriculteur.

P. DELAVIGNE, journaliste.

Les anciens détenus politiques républicains, réunis ce matin, au nombre de 500, à l'Assomption, salle Sainte-Hyacinthe, pour se communiquer leurs réflexions sur l'insuccès des démarches de la commission qu'ils avaient précédemment nommée, ont pris la détermination d'enlever une nouvelle, composée de neuf membres, à laquelle ils ont donné individuellement et collectivement tous pouvoirs pour agir en leur nom, tant auprès du Gouvernement provisoire que dans les ministères, à l'effet de désigner aux autorités ceux d'entre eux qui ont les capacités nécessaires pour servir activement la République. Ces membres sont: les citoyens A. Caunes, Flotte, Geoffroy, A. Pellevillain, Bièvre, Kersausie, Huber, Rosières et Dugrospré; les citoyens Raimond et Bainsse sont suppléants.

La réunion a pensé encore que dans les circonstances actuelles, les détenus politiques devaient tous se serrer autour de l'ordre de choses qu'ils ont conquis au prix de leur liberté et scellé de leur sang, mais qu'il fallait aussi que ceux qui ont tant contribué à le fonder ne cessassent point d'en être considérés comme les plus fermes appuis.

Cette affaire terminée, les détenus politiques ont décidé qu'ils se formeraient en club spécial, et le bureau provisoire a été chargé des soins préliminaires à cette organisation.

Avant de se séparer, la réunion a arrêté qu'il serait demandé au Gouvernement provisoire une place pour assister à la fête nationale du 4 mai.

#### NÉCESSITÉ DE LA RÉFORME SOCIALE.

Les révolutions ont toujours eu et auront toujours pour cause, l'opinion que se font les peuples sur les conditions d'existence des pouvoirs sociaux. Pourquoi le gouvernement déchu a-t-il disparu? C'est qu'il avait complètement cessé d'être la représentation de l'idée dominante de la France. Pourquoi le gouvernement républicain, sorti des barricades de février, s'est-il trouvé, investi d'une si grande force? C'est qu'il a promis de se faire le réalisateur des besoins légitimes de la société. Comment conservera-t-il la puissance nécessaire pour gouverner? Par l'exécution loyale et stricte de toutes ses promesses.

Depuis quinze ans la société a été soumise au travail combiné de deux puissances: d'un côté le malaise croissant, résultat des abus de la concurrence illimitée, de la mauvaise administration, de l'influence déréglée des capitaux, de la disproportion de plus en plus cruelle de la population et de la richesse; de l'autre côté, les écrits et les prédications des écoles dites socialistes.

Nous discuterons plus tard la portée de toutes les doctrines qui se sont successivement prétendues la doctrine absolue, la vérité unique, le remède universel. Constatons seulement que toutes, par l'attraction secrète de l'opinion générale, se sont rencontrées dans un point, le point important, le point absolument vrai: les gouvernements de l'avenir ne doivent plus être les spectateurs indifférents de l'administration de la richesse publique; ils doivent intervenir activement dans toutes les questions de travail et de capital, et garantir à la fois les riches du malheur et des dangers de l'oppression, les pauvres des injustices et des douleurs de la misère.

Est-il un seul homme en France dont l'intelligence et le cœur soient restés fermés à l'avènement de cette vérité nouvelle? Nous ne le croyons pas. Des intérêts égoïstes peuvent résister, mais ils ne peuvent se refuser à comprendre que si les gouvernements du passé ont été purement politiques, ceux de l'avenir tendront à devenir de plus en plus socialistes. Le pouvoir doit devenir le chef d'un atelier de 36 millions d'hommes. Jusqu'ici, la production, abandonnée à la pure initiative de l'individu, n'a donné pour résultats que la misère du grand nombre. L'intervention de l'État, appuyé d'une main sur la science et de l'autre sur la justice, doit renouveler le grand problème de la vie des sociétés et faire de la richesse la condition ordinaire, normale, absolue de l'existence des nations.

Quelle sera la mesure de cette intervention de l'État dans le travail et dans la propriété? Notre opinion est fixée sur cette question; mais pour la développer, nous avons besoin d'une série d'articles sur les sources de la richesse, sa répartition, son mécanisme reproducteur; nous avons besoin de passer en revue les différents principes des écoles, sans même en excepter celle dite communiste, et qui a sa valeur relative, ne fût-ce que comme protestation du droit public méconnu contre le droit privé triomphant impudemment, drapé dans les hypocrites théories de l'école dite anglaise.

Nous voulons aujourd'hui constater seulement le grand principe inauguré par la Révolution de février, la transformation nécessaire du pouvoir social; et malheur aux hommes politiques qui méconnaîtraient cette transformation et reculeraient devant la tâche glorieuse d'imposer la réforme d'une main hardie à tous les abus, à toutes les erreurs, à toutes les injustices d'un mécanisme vicieux et impuissant, si ce n'est pour le mal.

Le pouvoir était le protecteur du riche; il doit être le protecteur du pauvre.

Le pouvoir favorisait la centralisation du capital; il doit favoriser sa diffusion.

Le pouvoir inclinait le droit public devant le droit privé; il obligera désormais le droit privé à se courber humblement devant le droit public.

Enfin le pouvoir a été l'instrument du riche; il doit être à présent l'instrument du bien-être universel et le représentant spécial du pauvre.

Hommes politiques, ne l'oubliez pas: les mots justice et pouvoir sont devenus synonymes, et les conditions de la popularité durable sont dans la réalisation incessante d'une réforme sociale immense, qui produira pour tous le bien-être et la complète liberté.

Nous avons fait connaître, dans notre numéro d'hier, les faits et gestes des employés avant, pendant et après les élections, et nos lecteurs ont dû être édifiés à cet égard. Il nous reste à jeter les yeux sur ce que font dans leurs bureaux tous ces hommes si grassement payés par la République.

Comme au bon temps, ils n'y arrivent guère avant onze heures, et leur première occupation est de lire le journal qu'ils ont acheté en route. Ce journal est ordinairement *la Presse* ou *l'Assemblée nationale*, ou tout autre de la même nuance contre-révolutionnaire. Puis ces messieurs vont d'un bureau à l'autre se communiquer la nouvelle du jour la plus défavorable possible à la cause de la liberté, de la raison, de la justice. À une heure, ils taillent leur plume dans l'embrasement de la croisée, jettent un coup d'œil de simple curiosité sur le dossier qui depuis plusieurs

jours devrait être l'objet de leur attention, le replacent sur la table et vont déjeuner. A leur retour, ils daignent donner audience aux personnes qui ont affaire à eux. A trois heures, ils consultent leur montre, reprennent leur parapluie et retournent chez eux par le chemin le plus long, afin de n'y arriver qu'au moment du dîner.

Telles sont, à très-peu d'exceptions près, les occupations des employés, des bureaucrates que la République salarie encore.

Quant aux économies que l'on devait opérer dans le personnel des administrations, on n'en parle déjà plus. Dans les premiers jours de la Révolution, on affirmait qu'avec la moitié des employés actuels, les affaires de tous les bureaux pouvaient marcher sans encombre; on devait aussi diminuer les gros traitements. Mais les titulaires y ont mis bon ordre. Malheur au ministre, au chef d'administration qui voudrait toucher à la liste civile des sinécures. Vous verrez qu'il faudra un 18 fructidor bureaucratique pour républicaniser les administrations.

#### DE L'IMPOT PROGRESSIF.

Le Constitutionnel combat l'impôt progressif, c'est son droit; mais il le fait par des moyens qui sentent beaucoup trop la *pâte de Regnault*, et c'est aussi notre droit de le faire remarquer.

Voici son raisonnement quant aux revenus:

« Supposons qu'on demande à un revenu de 1,000 fr. 1 pour 100, soit 10 fr.; 10,000 fr. devront payer 1,000 fr.; 20,000 fr. 4,000 fr.; 30,000 fr. 9,000 fr.; 50,000 fr. 25,000 fr. Enfin il en arrive à établir qu'un revenu de 100,000 fr. payerait 100,000 fr. d'impôt et qu'il resterait au rentier juste zéro pour vivre. Cela est très-ingénieux; malheureusement c'est très-absurde. Pourquoi le Constitutionnel, dans sa manière d'entendre l'impôt progressif, veut-il qu'un revenu de 1,000 fr. doive payer le 100<sup>e</sup>, 20,000 fr. le 5<sup>e</sup>, 50,000 fr. la moitié, et 100,000 fr. la totalité? Malgré son habileté en tours de force, nous ne croyons pas le Constitutionnel capable d'établir d'une manière rationnelle la progression arithmétique qu'il a inventée.

Entre payer le 100<sup>e</sup> d'une somme et en payer le 10<sup>e</sup> il y a des échelons à remplir, et nous ne voyons pas la nécessité de faire d'un seul coup cette terrible enjambée et de la doubler et de la tripler à chaque fois; car rien n'empêchait le spirituel Constitutionnel d'établir, pendant qu'il était dans le feu de son calcul, que celui qui aurait 150,000 fr. de rentes devrait payer 200,000 fr. d'impôt au Gouvernement.

Il nous semble plus simple et plus raisonnable d'établir la progression suivante: 1,000 fr. payeraient 1,000<sup>e</sup> ou 1 p. 100 de revenu, soit, 10 fr.; 10,000 fr. payeraient 2,100<sup>e</sup>, ou 2 p. 100 du revenu, soit 200 fr. au lieu de 100 fr. que donnerait l'impôt proportionnel; 20,000 fr. payeraient 3 p. 100 du revenu, soit 600 fr. au lieu de 200 fr. suivant l'impôt proportionnel; et enfin, en augmentant l'impôt de 1 p. 100 par chaque 10,000 fr., on arrivera à faire payer 5,000 fr. à un revenu de 50,000 fr. et 11,000 fr. à un revenu de 100,000 fr. Et lorsque la progression atteindrait le quart du revenu, ce qui n'arriverait qu'aux revenus de 240 à 250,000 fr., elle s'arrêterait, et la règle du quart resterait applicable à tous les revenus dépassant cette somme, quelqu'en pourrait être le chiffre.

Il est évident que l'indication du quart du revenu, comme terme de l'impôt progressif, n'est pris ici que pour expliquer notre pensée. Rien n'empêcherait de pousser graduellement l'impôt jusqu'à la moitié du revenu, de manière à n'atteindre, dans ce cas, que les rentiers d'un million et au-dessus. On pourrait encore vivre assez à l'aise avec 500,000 fr. de rente. Ceux qui voudraient se soustraire à cet impôt seraient obligés de vendre une partie de leurs propriétés, ce qui tournerait au profit de la République, dont l'une des principales bases démocratiques est précisément la division de la propriété.

(Gazette des affaires.)

Citoyen rédacteur,

Par suite de ce désir de fraternelle réunion qui nous anime tous depuis notre régénération sociale, mon nom s'est trouvé mêlé, avec la qualification de membre du bureau, à une prétendue commission des blessés de février, siégeant quelquefois, et par une tolérance qu'on doit bientôt lui refuser, dans l'une des salles du Palais-National.

Dès la première séance, il fut facile de se convaincre que les hommes qui avaient l'ambitieuse prétention de s'offrir pour la diriger s'écartaient, au point de vue républicain, du véritable but, qui devait être tout de dévouement aux intérêts des blessés de février, et que leur pensée intime était simplement de s'immiscer, soit par la persuasion, soit par un audacieux système d'intimidation, dans le sein de la commission officielle présidée par le citoyen Albert.

Il serait trop long de dire par quelles préparations oratoires l'un des membres de cette apocryphe commission espérait peut-être fausser l'esprit et compromettre les véritables intérêts des blessés, ainsi que les voies et moyens à l'aide desquels on aurait pu les rendre hostiles à la seule et unique commission légale des récompenses nationales qui siège au Luxembourg.

Je tiens donc à bien établir ici et à déclarer publiquement que je répudie complètement toute coopération à ses réunions, l'esprit qui les dirige étant de nature à froisser mes convictions patriotiques et mon sincère dévouement au Gouvernement provisoire; que je regarde comme un acte de mauvais citoyen ce vouloir apparent ou caché

de lui susciter des mécontentements qui ne sont en aucune manière justifiés.

Salut et fraternité.

COMBIN,  
homme de lettres, blessé de février.

Un de nos abonnés se plaint de n'avoir pu trouver communication, à la Bibliothèque nationale, de certains ouvrages ou journaux de la première Révolution. *Le Patriote français*, le *Vieux cordelier*, etc., ces ouvrages ont été confiés à des historiens privilégiés qui s'occupent dans le silence de leur cabinet, et sans être astreints à aucun déplacement, à nous bâtir sans doute quelque bonne constitution *bourgeoise*. — Que l'on dise encore que l'égalité n'est pas un vain mot.

#### LÉGION PIE IX.

On continue les enrôlements pour la cause de l'indépendance italienne, tous les jours de midi à trois heures, rue de la Michodière, 6. La légion qui s'organise en ce moment prend le titre de *Légion Pie IX* et partira de Paris très-prochainement. On offre des avantages aux anciens militaires.

#### ALGÉRIE.

Le chef du bureau arabe de Blidah a fait une tournée dans toutes les tribus du cercle, et particulièrement chez les plus remuantes, les Soumasta, Beni-Menad et Chenoua; il a été accueilli avec les plus grandes démonstrations de sympathie.

Ils ont été les premiers à rire des grossiers mensonges qu'on leur avait débités, et ils ont partout protesté non pas de leur dévouement (il ne faut pas y croire), mais de leur soumission la plus complète. Au marché de l'Arba des Beni-Menad, le chef du bureau arabe s'est présenté seul au milieu de quatre cents hommes armés, et tous l'ont vu avec plaisir s'occuper de leurs besoins et de leurs intérêts, et lui ont témoigné leurs remerciements.

Enfin le zekkat, dont le paiement intégral avait été fixé par M. le gouverneur au 20 de ce mois, était versé en entier le 17 dans les caisses du Gouvernement.

#### ARMÉE.

Suppression des frais de représentation.

Vu l'état des finances, ne pourrait-on pas se dispenser de payer les frais de représentation? Cette suppression ne s'apercevrait que dans les coffres du trésor de la République, qui naturellement seraient moins vides. Quant à la dignité du commandement, elle n'y perdrait rien et le commerce en serait moins; car il y a longtemps que les chefs de corps et les généraux ne représentent plus. Nous dirons même que cette habitude est passée dans les mœurs, comme l'argent accordé passe dans la bourse de ceux que l'État, cependant, rétribue si largement pour ce motif. C'est donc une suppression qui peut avoir lieu sans autre inconvénient que de faire rire plus d'un sous-lieutenant.

Voici l'économie qu'elle produirait:

12 généraux commandants de division de 1 <sup>re</sup> classe à	Fr. 9,000	108,000
9 généraux commandants de divis. de 2 <sup>e</sup> classe à	7,000	63,000
150 généraux de brigade employés à	2,000	260,000
2 généraux commandants des écoles militaires à	4,000	8,000
6 commandants de place de 1 <sup>re</sup> classe à	2,000	12,000
16 comm. de place de 1 <sup>re</sup> cl. à	1,500	24,000
54 id. id. 2 <sup>e</sup> cl. à	1,200	64,800
54 id. id. 3 <sup>e</sup> cl. à	800	27,200
5 commandants supérieurs d'école et du génie à	1,200	5,600
120 chefs de corps à	2,400	288,000
62 chefs de cavalerie à	2,000	124,000
18 officiers supérieurs commandant un bataillon ou escadron formant corps, à	800	14,400
		Fr. 997,000

Allocations de fourrage supprimées, en temps de paix, au corps de l'intendance.

Nous arrivons actuellement à un corps sur lequel nous ne saurions dire notre dernier mot aujourd'hui. Il y aurait tant de suppressions et de réductions à faire dans l'intendance, qu'en vérité le citoyen ministre de la guerre devrait se hâter de charger une commission habile de réorganiser ce corps, non-seulement pour en diminuer le personnel, trop scandaleusement dispendieux, mais encore pour détruire la composition toute aristocratique qu'il avait obtenue sous le dernier gouvernement.

Nous nous contenterons de proposer une suppression qu'on ne saurait combattre par aucun argument. Nous demanderons à tout militaire, à tout citoyen de bonne foi: — « Avez-vous jamais vu, en temps de paix, un intendant, un sous-intendant ou un adjudant à l'intendance, à cheval devant la troupe ou même à cheval pour un service administratif? » — On ne peut manquer de nous répondre négativement. Un intendant reçoit en espèces ou en nature trois rations, un sous-intendant deux rations, un adjudant une ration.

Nous prévoyons tout d'abord quelle sera la réponse oiseuse qu'on pourra nous faire: on nous dira que ces allocations ne sont accordées à ces messieurs qu'à raison du grade d'officier supé-



rieur auquel ils sont assimilés. Comme nous ne pensons pas que le capitaine de vaisseau, assimilé au grade de colonel, reçoive deux rations par jour, et que d'ailleurs les soins et la surveillance à donner à des chevaux complètement inutiles, en supposant qu'on forçât les intendants à les monter, les détourneraient de leurs occupations, toutes de cabinet, nous serions d'avis de supprimer aux membres de l'intendance, toute allocation de fourrage pendant le temps de paix.

28 intendants à 3 chevaux,		
donnant par an	Fr. 4,095	50,660
140 sous-intendants à 2 chevaux, par an	750	102,200
92 adjoints à 1 cheval, par an	565	35,580
Total,	Fr.	166,440

Au citoyen rédacteur de la Commune de Paris.

Citoyen rédacteur,  
Je suis sous le poids d'une singulière enquête. Plus de vingt personnes sont aujourd'hui venues me demander s'il était vrai que le citoyen Ledru-Rollin eût contracté chez moi une dette de 25 à 50,000 fr. pour achat de bijoux. J'ai répondu, comme cela est vrai, que le citoyen ministre de l'intérieur ne me devait point un centime. Mais on s'en allait en hochant la tête et avec un air d'incrédulité que je cherche en vain à m'expliquer.

Quel intérêt ont donc ces messieurs à ce que le citoyen Ledru-Rollin me doive quelque chose? Permettez-moi, citoyen rédacteur, de leur répéter, par la voie de votre estimable journal, qu'ils sont le jouet de quelque mauvaise plaisanterie, et que, bien qu'un peu attardé, le poisson d'avril passe toujours pour eux.

Agréez, citoyen rédacteur, etc.

CROCE-SPINELLI,  
12, place de la Bourse.

#### DONS PATRIOTIQUES.

Pau, le 24 avril 1848.

Citoyen commissaire,  
J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un mandat de la somme de 404 fr. 60 c., montant d'un don fait par les officiers, sous-officiers et gendarmes de la compagnie de gendarmerie des Basses-Pyrénées, vous priant de vouloir les offrir en leur nom au Gouvernement provisoire de la République comme une faible marque de leur dévouement.

Veuillez recevoir, citoyen commissaire, l'assurance de ma haute considération.

Le chef d'escadron de gendarmerie des Basses-Pyrénées.

THUILLIER.

(Observateur des Pyrénées).

— Une collecte faite par les ouvriers cordonniers du 2<sup>e</sup> régiment du génie, en garnison à Montpellier, a produit une somme de 65 fr., qui a été adressée au maire, pour venir au secours des ouvriers malheureux de la ville.

(Echo du Midi).

#### COMMISSION CENTRALE DES DONS ET OFFRANDES A LA PATRIE.

Versements faits le 26 et le 27 avril.

Caisse n° 1.	4,539 f. 60 c.
Caisse n° 2.	2,106 50
	4,465 90
Caisse n° 1.	4,525 95
Caisse n° 2.	1,041 20
	7,033 05
Versements antérieurs.	241,214 25
	248,247 30
Valeurs diverses à recouvrer.	83,429 52
	333,676 62

#### MATIÈRES D'OR ET D'ARGENT.

Versements des 20, 21, 22, 24, 25 et 27 avril.

Versements antérieurs.	160 objets.
	627
	789

#### Évangile républicain.

(Suite de la publication du 29.)

##### ÉPIQUE.

##### Prophétie.

Quand d'un geste seul, l'Éternel eut fait sortir l'univers du chaos, il sentait qu'il manquait quelque chose à son chef-d'œuvre : il créa l'homme. Alors il admira son ouvrage, et dans l'excès de sa joie il s'écria : « L'homme est mon enfant, j'ai pour lui le cœur d'un père; je lui fais part de ma liberté, de l'égalité, qu'il en jouisse : je l'ai fait à mon image. » Mais à peine l'homme se fut-il multiplié, qu'il oublia les bienfaits du Créateur... renonça à sa liberté et devint esclave des prêtres et des rois. Cette servitude honteuse s'est perpétuée jusqu'à nos jours; le Français a été le premier à secouer le joug de l'esclavage... Mon œil fixe en ce moment l'avenir, il perce ses voiles ténébreux; il aperçoit une génération d'hommes qui ne tardera point à paraître; ils s'élèveront et ils se précipiteront sur tous les trônes et sur les monstres qui y sont assis, ils les écraseront sous les portiques superbes qu'ils ont fait bâtir comme des monuments de leur gran-

deur, qu'ils croient éternelle. Les peuples qui marchent dans les ténèbres seront éclairés, et la Liberté, placée dans le char du soleil, fera avec lui le tour de la terre, et les esclaves ne seront plus, et les tyrans auront passé comme l'ombre; l'univers respirera, les hommes ne feront plus qu'un peuple, qu'une famille dont l'Éternel sera le chef, le père et l'âme.

##### ÉVANGILE.

En ce temps-là, Confucius, philosophe chinois, disait à ses disciples : « La nature humaine nous est venue du ciel très-pure et très-parfaite. Dans la suite, l'ignorance, les passions, les mauvais exemples l'ont corrompue... Tout consiste à lui rendre sa première beauté; et pour être parfaits, il faut que nous remontions au point d'où nous sommes descendus. » Or, ce point est la liberté; nous ne devons donc espérer aucune amélioration de notre cœur et de notre esprit avant d'avoir fixé parmi nous la liberté, qui est l'essence de la nature.

#### Actes officiels.

Sur le rapport du ministre de la guerre, Le Gouvernement provisoire, considérant qu'il y a nécessité d'apporter dans les dépenses du département de la guerre les économies conciliables avec les convenances du commandement et d'établir, par division militaire et par subdivision, une circonscription mieux appropriée aux intérêts de la défense du territoire,

Décète ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des divisions militaires est réduit à dix-sept, savoir :

1 <sup>re</sup> division.	Paris.
2 <sup>e</sup> —	Lille.
3 <sup>e</sup> —	Metz.
4 <sup>e</sup> —	Strasbourg.
5 <sup>e</sup> —	Besançon.
6 <sup>e</sup> —	Lyon.
7 <sup>e</sup> —	Marseille.
8 <sup>e</sup> —	Montpellier.
9 <sup>e</sup> —	Perpignan.
10 <sup>e</sup> —	Toulouse.
11 <sup>e</sup> —	Bayonne.
12 <sup>e</sup> —	Bordeaux.
13 <sup>e</sup> —	Clermont.
14 <sup>e</sup> —	Nantes.
15 <sup>e</sup> —	Rennes.
16 <sup>e</sup> —	Caen.
17 <sup>e</sup> —	Bastia.

Art. 2. Le nombre des subdivisions militaires mis en rapport avec les circonscriptions territoriales des divisions est fixé à quarante-trois.

Art. 3. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait en conseil de Gouvernement.

Paris, le 28 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

Le Gouvernement provisoire, Considérant, Qu'il convient à la République d'entreprendre et d'achever les grands travaux de la paix; Que le concours du peuple et son dévouement donnent au Gouvernement provisoire la force d'accomplir ce que la monarchie n'a pas pu faire;

Qu'il importe de concentrer dans un seul et vaste palais tous les produits de la pensée, qui sont comme les splendeurs d'un grand peuple;

Décète :

- 1<sup>o</sup> Le palais du Louvre sera achevé;
- 2<sup>o</sup> Il prendra le nom de Palais du Peuple;
- 3<sup>o</sup> Ce palais sera destiné à l'exposition de peinture, à l'exposition des produits de l'industrie, à la bibliothèque nationale;
- 4<sup>o</sup> Le peuple des travailleurs est appelé tout entier à concourir aux travaux de l'achèvement du Louvre;
- 5<sup>o</sup> La rue de Rivoli sera continuée d'après le même plan;
- 6<sup>o</sup> Une commission sera nommée par le ministre des finances, par le ministre des travaux publics et par le maire de Paris, pour régler tous les moyens d'exécution;
- 7<sup>o</sup> Le maire de Paris, le ministre des finances et le ministre des travaux publics sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait en conseil, le 24 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

Vu le décret ordonnant l'achèvement du Louvre, sur la proposition du maire de Paris et du ministre des travaux publics,

Arrête :

- 1<sup>o</sup> Les travaux relatifs à la construction du palais du peuple sont déclarés travaux d'utilité publique;
- 2<sup>o</sup> L'expropriation se fera sans délai, l'indemnité devant être réglée par une commission permanente;
- 3<sup>o</sup> Les propriétés désignées pour l'expropriation seront expropriées en vertu d'un décret spécial rendu sur la proposition du maire de Paris et du ministre des travaux publics;
- 4<sup>o</sup> Le maire de Paris et le ministre des travaux publics sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait en conseil de Gouvernement, le 24 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

#### FAITS ÉLECTORAUX.

Citoyen rédacteur,  
Les élections dans l'armée et dans la marine

se sont passées d'une manière qui peut être curieuse à faire connaître.

Admis aux clubs de leur garnison, les militaires ont cru qu'ils devaient s'associer aux votes des candidatures qu'ils avaient entendu discuter.

Au moment de voter, enfermés dans les casernes ou sur les vaisseaux, les militaires et les marins ont été prévenus qu'ils devaient voter pour les candidats de leur département respectif.

Vous pensez, citoyen rédacteur, que les militaires et les marins sont étrangers à ce qui se passe dans des départements qu'ils n'ont pas vus depuis longtemps.

Alors on leur a offert des listes de gens bien pensants.

Et le vote de l'armée a été escamoté.

Le lieutenant de spahis  
FITTESOUVY.

#### ÉLECTIONS.

Nous avons attendu jusqu'à ce jour pour donner les noms sortis des urnes électorales afin de n'être pas exposés aux nombreuses erreurs inévitables en pareil cas. Nous donnons la liste du *Moniteur*.

Ont été élus représentants :

Seine.	239,800
Lamartine.	243,085
Dupont (de l'Eure).	245,640
François Arago.	240,890
Garnier-Pages.	229,166
Armand Marrast.	225,776
Marie.	210,699
Crémieux.	204,271
Béranger.	195,608
Carnot.	189,252
Bethmont.	182,475
Duvivier.	163,456
Lasteyrie.	131,403
Vavin.	144,187
Cavaignac.	156,660
Berger.	156,117
Pagnerre.	133,6 8
Buchez.	133,030
Cormenin.	133,045
Corbon.	155,775
Caussidière.	153,041
Albert.	152,553
Wolowski.	151,969
Peupin.	151,587
Ledru-Rollin.	124,585
Schmit.	121,864
Ferdinand Flocon.	121,440
Louis Blanc.	118,073
Recurt.	117,290
Agricol Perdiguier.	110,228
Jules Bastide.	109,954
Coquerel.	106,747
Garnon.	106,262
Guinard.	104,871
Lamennais.	

##### Mayenne.

Bigot, ancien député.  
Jarnet (Emile), agriculteur.  
Goyet-Dubignon.  
Duboy-Fressais, capitaine du génie.  
Jules Roussel, maître de forges.  
Dutheil.  
Chenais, ancien député.  
Boudet, ancien député.  
Cormenin, ancien député.

##### Drôme.

Bonjean, avocat à la cour de cassation.  
Mathieu, publiciste.  
Bayard, propriétaire.  
Sauteyra, sous-commissaire.  
Rey, membre du conseil général.  
Curnier, ex-commissaire du Gouvernement à Valence.  
Morin, propriétaire.  
Belin, avocat.

##### Lot-et-Garonne.

Paul Vergnes, avocat.  
Dubruel, commissaire du Gouvernement.  
Mispoulet.  
Tartas, général de brigade.  
Baze, avocat.  
Irène Luppé, propriétaire.  
Radoult-Lafosse, général d'artillerie.  
Boissid, du conseil général.  
Bérard, lieutenant d'artillerie, ex-commissaire du Gouvernement.

##### Ardennes.

Talon, cultivateur.  
Blanchard, avocat.  
Payer, chef du cabinet du ministre des affaires étrangères.  
Mortimer-Ternaux, ex-député.  
Liver.  
Drappier.  
Tranchard, de Vouziers.  
Robert (Léon).

##### Gard.

Teulon, ex-député.  
Favart, commandant.  
Béchar, ex-député.  
Larcy, ex-député.  
Demians, avocat général.  
Roux-Carboneil.  
Reboul, boulanger, poète.  
Labruyère.  
Bousquet, ex-député.  
Chapot, avocat.

##### Basses-Alpes.

Leydet, de Sisteron.  
Denviso-Desmées.  
Duchaffault, de Digne.  
Chaix, de Riez.

##### Basses-Pyrénées.

Nogué.  
Condou.  
Boutouy.  
Renaud.  
Armand Marrast.  
Leremboure.  
Saint-Gaudens.  
Lestapis.  
Etcheverry.  
Laussat.

##### Vendée.

L'abbé de l'Epinau, grand-vicaire de Luçon.  
Garnier-Dufougeray, propriétaire.  
Mareau, professeur à Mortagne.  
Desfontaines-Guyot.  
Rouillé (Emile), avocat.  
Bouille de l'Ecluse, avocat à Paris.  
Luneau, ex-député.  
Detinguy, propriétaire.  
Le neuvième n'est pas arrivé.

##### Lozère.

L'abbé Fayet.  
Des Molles.  
Comandré, avocat.

##### Pyrénées-Orientales.

Arago (François).  
Guiter.  
Arago (Emmanuel).  
Arago (Etienne).  
Lefranc.

##### Tarn.

D'Aragon, ex-député.  
Gisclard, négociant.  
Carayon-Latour, ex-député.  
Tonnac, capitaine du génie.  
Et. de Voisins, propriétaire.  
L'abbé Mouton, direct. du petit séminaire d'Alby.  
Colonel Chey.  
Saint-Victor.  
Victor de Puysegur, propriétaire.

##### Bouches-du-Rhône.

Barthélemy, maire de Marseille.  
Lamartine.  
Olivier-Démosthènes.  
Sauvaire-Barthélemy.  
Berryer, ex-député.  
Astoin, portefaix.

##### Charente.

Planat, maire de Cognac.  
Laboissière, ex-député.  
Hennessy, négociant.  
Ernest Girardin, ex-député.  
Babaud-Larivière, commiss. du Gouvernement.  
Pougears, avocat.  
Rateau, avocat à Bordeaux.  
Mathieu Bodet, avocat, membre du cons. général.  
Vallée, sous-commissaire à Buffec.

##### Côte-d'Or.

Monnet, ancien notaire.  
Maire.  
Mauguin, ex-député.  
Magnin-Philippon, maître de forges.  
Ed. Bouquerol.  
Godard-Poussignol, membre du conseil général.  
James de Monty, commissaire du Gouvernement.  
Joigneaux, rédacteur du *Châtillonnais*.  
Lamartine.  
Perrenet, avocat.

##### Gers.

Gavarret, ex-député.  
Alem-Rousseau, avocat.  
Boubée, pharmacien.  
Sounon jeune.  
Subervie, général.  
Ayllies, ex-député.  
David.  
Carbonneau, avocat.

##### Landes.

Armand Marrast, membre du Gouvernem. prov.  
Fréd. Bastiat, publiciste.  
Lefranc (Victor), commissaire du Gouvernement.  
Duclerc, sous-secrétaire d'Etat aux finances.  
Pascal Duprat.  
Gust. Vergers, comm. gén. du Gouvernement.  
François Marrast propriétaire.

##### Haute-Loire.

Breymand.  
Grellet (F.).  
Ed. Lafayette.  
Laurent, avocat.  
Badon, maire du Puy.  
Charbonnel.  
Aug. Avond.  
Lagrevol.

##### Haute-Marne.

Montrol.  
Chauchart.  
Touptot de Bévaux.  
Walferdin, ingénieur.  
Delarbre.  
Milhoux.  
Couvreur.

##### Meurthe.

Marchal, ex-député.  
Liouville, de l'Institut.  
Laffize, avocat.  
Viox, sous-commissaire à Lunéville.  
Saint-Ouen, avocat.  
De Ludre, ex-député.  
Charron fils, ancien notaire.  
Vogin, ingénieur.  
Leclerc, maître serrurier.

##### Moselle.

Dornès aîné.  
Woirhaye, procureur général.  
Jean Raynaud.  
Labbé, ancien notaire.  
Deshayes, propriétaire.  
Bardin, répétiteur à l'école polytechnique.  
Espagne, cultivateur.  
Totain, ouvrier maçon.  
Poncelet, général du génie.  
Valette, inspecteur des écoles primaires.  
Antoine (Joseph), brasseur.

##### Seine-et-Marne.

Noms des candidats classés par ordre, suivant le nombre de voix.

Georges Lafayette, ex-député.  
Oscar Lafayette, ex-député.  
Drouyn de Lhuys, ex-député.  
J. de Lasteyrie, ex-député.  
Portalis, ex-député, procureur général.  
Chappon.  
J. Bastide.  
Aubergé, cultivateur.  
Er. Bavoux.  
Eng. d'Harcourt, ex-pair.  
Gilliant.  
Lebeuf, ex-député.  
Luchet.



Duclos.  
Viardot.  
Rouen.  
L'abbé Bautain.  
Botot.  
Il y a neuf députés à nommer. Il ne reste plus que deux cantons à connaître, plus les votes des militaires.

### Compte rendu des Clubs.

#### CLUB RÉVOLUTIONNAIRE ET SOCIALISTE DU RHÔNE.

A mes concitoyens les ouvriers de Lyon et du Rhône.

Vous êtes invités à vous rendre à la séance du club qui aura lieu le 50 avril, à midi précis, à l'ancienne Taverne, passage de l'Opéra, galerie de l'Horloge.

- Voici l'ordre du jour :
- 1° Qu'est-ce que le socialisme ?
  - 2° Le socialisme est-il un progrès dans la destinée future, mystérieuse et providentielle de l'humanité, ou un retour à la barbarie ?
  - 3° De l'organisation sociale.
  - 4° De l'organisation du travail.
  - 5° De l'organisation de l'artillerie parisienne.
  - 6° Nomination d'une commission pour recevoir les dons et offrandes patriotiques.
  - 7° Continuation de la discussion sur la forme du gouvernement républicain.

Les citoyens de Lyon et du Rhône sont aussi invités à venir au secrétariat, de dix à quatre heures, boulevard des Italiens, au coin de la rue de Choiseul, entrée par le bazar, galerie de fer, au deuxième étage.

Le président, DESAUVENIÈRE.

### AVIS.

La nouvelle séance de l'Assemblée générale des Suisses aura lieu aujourd'hui 50 avril, à quatre heures du soir, dans le local de la Société du Grütli, rue Quincampoix, 8.

Question importante : Adresse à la diète helvétique.

Tous les bons Suisses sont priés de s'y réunir.

#### CLUB DES RÉPUBLICAINS RÉUNIS DE MONTMARTRE.

Dans sa séance du 29 avril, le club a décidé à l'unanimité qu'il se rendrait, bureau et bannière en tête, auprès du citoyen Ledru-Rollin, pour protester contre les ignobles calomnies dont il avait été l'objet, et témoigner son dévouement à toute épreuve à l'infatigable apôtre du peuple, à l'énergique défenseur de ses droits.

En conséquence, les membres du club sont partis de Montmartre à neuf heures du soir, et se sont rendus au ministère de l'intérieur dans l'ordre le plus parfait, le silence le plus religieux. Rien n'a ralenti leur zèle, ni la fatigue de la journée, ni la distance à parcourir, ni la pluie qui tombait par torrents.

### NOUVELLE DE ROUEN.

Hier à Rouen on a tiré 150 coups de canon chargés à mitraille ; près de 200 ouvriers ont été tués sur place, et il y a un très-grand nombre de blessés. La terreur et la loi des suspects sont organisées à Rouen ; il suffit de porter une blouse pour être arrêté et battu à coups de crosse de fusil. On recherche les démocrates dans leurs domiciles, et si on ne les trouve pas on couche en joue leurs femmes et leurs enfants pour que leur asile soit découvert.

Deux rédacteurs des deux journaux démocrates ont été signalés à la fureur des nouveaux thermidoriens. L'un d'eux est en prison ; l'autre a pu s'échapper, grâce à la protection de quelques amis. On a défoncé des barriques d'eau-de-vie, et les soldats ivres-morts ont tiré sur le peuple sans pitié. Le procureur Sénart lance des mandats d'arrêt contre tous les patriotes qui lui sont désignés ; bourgeois, marchands et commis jouent le rôle de délateurs ; enfin c'est une guerre sociale, une guerre d'extermination entre la blouse et la redingote, entre la démocratie et la réaction.

A Elbeuf, à la suite du dépoilement du scrutin, la garde nationale a tiré sur le peuple. La troupe de ligne ayant reçu l'ordre de partir pour Rouen, les démocrates ont voulu l'en empêcher ; mais les gardes nationaux se sont offerts pour l'accompagner, et là, comme à Rouen, les thermidoriens triomphent.

Le rédacteur de la *Sentinelles* d'Elbeuf a été menacé au moment où il quittait cette ville, qui proscribit les vrais patriotes. Les gardes nationaux se livrent à tant d'excès, que les ouvriers sont tous résolus à mourir !

Voilà, citoyen confrère, le résumé incohérent de ce qui m'a été dit ce soir par le rédacteur de la *Sentinelles* républicaine.

Salut et fraternité.

J. W. CUYLAS.

### Départements.

On nous écrit de Condé :

« Le citoyen ou plutôt monsieur le maire de Crespin a bien mérité de la République ! » Chers administrés, a dit cet honnête fonctionnaire aux habitants de sa commune la veille des élections, je vous recommande de suivre mon exemple et de ne pas voter pour les Ledru-Rollin, Flocon et autres buveurs de sang de la même espèce, qui mangent chaque matin,

« pour s'entretenir l'appétit, des petits enfants à la vinaigrette. Voici la liste d'honnêtes propriétaires qui ne se nourrissent que de bœuf au naturel, de pommes de terre et autres légumes émollients ; jetez-moi dans l'urne les noms de ces braves modérés, et la patrie sera sauvée ! »

« Voilà l'homme qui ose très-hautement crier Vive la République !... On assure que certains de ses acolytes marchant à sa remorque et qu'il a fait nommer tout récemment officiers de la garde nationale (car c'est encore lui qui a machiné ces élections, contre lesquelles les patriotes sincères protestent formellement), ses acolytes, disons-nous, n'ont pas craint de crier Vive la royauté ! Nous ne généralisons point ; mais nous ne pouvons nous empêcher de dire : Bravo ! habitants de Crespin ; vous vous nuancez admirablement, et la République française, nous l'espérons, vous en sera très-reconnaissante ! »

(Impartial du Nord.)

— Les élections de l'arrondissement de Chalon-sur-Saône ont offert un admirable spectacle de calme, d'ordre et de patriotisme. La réaction avait fait courir les bruits les plus sinistres ; les timorés appréhendaient des calamités inouïes ; de vagues rumeurs consignaient, pour le 25, les femmes, les enfants, les vieillards dans leur demeure. Toutes ces craintes se sont dissipées à l'ouverture du scrutin.

La solennité a été grave, empreinte d'un recueillement presque religieux le premier jour, plus animée le second par la présence des communes rurales. Elles marchaient, municipalité en tête, au pas militaire, tambour battant, drapeau déployé, et votaient, à la lettre, comme un seul homme, la liste du comité démocratique. Dans beaucoup de communes, à Saint-Remy entre autres, les maires ont fait disposer des voitures pour amener commodément les vieillards et les infirmes. L'enthousiasme pour la République était général. Les élections sont bonnes pour la démocratie pure.

(Patriote de Saône-et-Loire.)

— L'arbre symbolique de la liberté a été solennellement planté dimanche dernier à Dinan, sur la place Du Guesclin, au milieu d'une foule pressée. La garde nationale et toutes les autorités assistaient à cette fête patriotique.

Un excellent discours sur la liberté, l'égalité, la fraternité, a été prononcé par l'un de nos vénérables pasteurs, M. l'abbé Brajeul, curé de Saint-Sauveur, qui a béni l'arbre de notre jeune liberté. Ce discours a été entendu avec un religieux recueillement, avec une satisfaction véritable, par les républicains sincères. Remercions M. Brajeul d'avoir si bien développé au peuple, avide de l'entendre, l'expression de la sainte devise de la démocratie. Les cris de *Vive la République ! vive la religion !* ont accueilli les paroles toutes de vérité du ministre de Jésus-Christ.

Le citoyen sous-commissaire du Gouvernement et le citoyen maire de Dinan ont pris ensuite la parole : ces deux amis du peuple ont été écoutés, comme toujours, avec plaisir, aux cris de *Vive la République ! vive la religion !*

Enfin de jeunes citoyens de notre ville, ayant fait cercle autour de l'arbre, ont fait entendre un chant patriotique composé pour la solennité par un capitaine de notre garnison.

(Messager de Dinan.)

— On lit dans la *Sentinelles* des Pyrénées :

« Bayonne, 26 avril.

« Tout va mal dans nos contrées, écrivions-nous il y a un mois ; les corrompus, les égoïstes et les fripons du régime déchu relèvent la tête avec presque autant d'insolence que sous le règne de Louis-Philippe ; rien n'est changé, excepté le nom de quelques fonctionnaires, et rien n'est changé parce que les agents du Gouvernement ont violé les ordres qu'ils avaient reçus, parce qu'ils se sont rendus coupables d'une véritable trahison envers la République, de fait sinon d'intention. Aussi voyez les conséquences de cette déplorable conduite : les élections sont étranquement compromises, on pourrait dire presque perdues, car sur onze députés que le département élira, ce sera certainement beaucoup si nous en comptons la moitié qui aient dans le fond du cœur des opinions vraiment républicaines. La contre-révolution enfin se montre partout à découvert. »

— Un banquet fraternel a eu lieu dimanche 25 avril dans la commune de Vénissieux (Isère), au retour des élections. Le patriotisme le plus vif a éclaté ; l'ordre et la tranquillité ont été admirables. Les électeurs, au nombre de 800, ont invité les officiers et sous-officiers d'un bataillon du 5<sup>e</sup> léger qui y est en cantonnement. Des chansons patriotiques ont été chantées avec un enthousiasme digne des beaux jours de la République.

(Le Censeur de Lyon.)

— Nous recevons à deux heures des lettres de la Vendée. Les élections y répondaient à celles de la Loire-Inférieure. « Nous n'aurons pas, nous écrit-on, un seul député patriote. Aussi les légitimistes ne cachent-ils pas leurs projets. Ils disent qu'ils veulent mettre Henri V à la tête de la République. Ce propos a été publiquement tenu par eux pendant les élections. »

« Les prêtres de nos campagnes ont tenu parole : ils sont venus voter à la tête de leurs communes après avoir distribué des billets par tous les moyens. »

« Le 25, jour des élections, un grand drapeau blanc a été arboré sur un peuplier à Coëx, route de Saint-Gilles. »

« Voilà que cela commence ; reste à savoir comment cela finira. On n'est pas ici aussi tranquille qu'on en a l'air. »

(National de l'Ouest.)

— On nous écrit de Bouaye que le citoyen de Biré, maire de cette commune, n'a pas encore fait afficher un seul des bulletins du Gouvernement provisoire, et que le petit nombre de républicains de cet endroit sont on ne peut plus étonnés de la conservation de ce magistrat, connu pour ses opinions légitimistes. Il paraîtrait même que quelques-uns d'entre eux se seraient rendus à la préfecture de Nantes pour y demander sa destitution, et qu'il leur aurait été répondu que M. de Biré en valait bien un autre. (Idem.)

— Notre ville et les communes qui dépendent de nos deux cantons se sont dignement réhabilitées. Sur les dix-sept noms ayant obtenu ici le plus de voix, on compte quinze candidats républicains de la veille ou ayant franchement accepté les conséquences de la révolution de février.

(Eclairer de Saint-Omer.)

— On ne connaît le résultat des élections du département du Rhône que samedi soir ou dimanche matin, les votes de l'armée d'Afrique ne pouvant parvenir avant cette époque. Il est du reste à peu près positif que le club Central démocratique a obtenu une immense majorité.

(Peuple souverain de Lyon.)

— Le parti prêtre a, par ses manœuvres électorales, perdu toute autorité morale dans l'arrondissement de Dunkerque. Nous enregistrons ce fait avec plaisir, et nous flétrissons publiquement l'acte odieux de distribution de listes électorales commis dans des confessionnaux de l'église Saint-Eloi.

(Journal de Dunkerque.)

— On nous écrit de Cette, le 24 avril : « Abd-el-Kader est arrivé ce soir, à 7 heures, à bord du bateau à vapeur de l'Etat le *Minos*. Il part demain matin pour Toulouse, à bord d'une barque de poste sur le canal du Midi. »

(Le Garde national de Marseille.)

### Étranger.

#### ESPAGNE.

Barcelonne, le 22 avril.

Les cabecillas se montrent de nouveau dans le district de Vich ; mais il règne entre eux une grande mésintelligence. On assure que Estarús a fait fusiller Bou et a opéré sa jonction avec Marsal.

(Mémorial des Pyrénées.)

#### ITALIE.

Voici les dernières nouvelles du théâtre de la guerre, extraites d'une lettre écrite du camp de Charles-Albert le 15.

Charles-Albert a quitté le 15 au matin son quartier général de Volta et s'est transporté devant Peschiera pour ouvrir le siège de cette ville. Le feu, commencé à dix heures du matin, a duré jusqu'à quatre heures et demie, moment où la garnison a arboré un drapeau blanc et demandé à parlementer. Pendant toute la durée de l'attaque, le roi et ses deux fils sont restés dans la batterie la plus avancée, exposés au feu de l'ennemi. Ces nouvelles sont confirmées par un bulletin officiel publié le 14 avril par le gouvernement provisoire de Milan.

Une lettre écrite au journal la *Patria* le 19 avril, du quartier général de Charles-Albert, à Pozzolongo, annonce qu'on s'attendait le lendemain ou le surlendemain à une attaque des Autrichiens sur toute la ligne du Mincio.

D'après le bulletin officiel publié le 15 de ce mois par le gouvernement provisoire de Venise, une rencontre aurait eu lieu à Villafranca entre les Piémontais et les Autrichiens. Ces derniers, battus, auraient été obligés de se replier sur Vérone et de se renfermer dans cette ville, qui était serrée de près par les Piémontais.

Un des fils du vice-roi aurait été fait prisonnier.

Au dire de la *Gazette de Florence*, ces nouvelles sont confirmées par des lettres particulières de Parme et de Vicence.

— Le corps d'expédition toscan, commandé par le général Ferrari, est entré en Lombardie ; il se compose de 6,000 hommes de troupes régulières, de plusieurs milliers de volontaires et de dix-huit pièces de canon. Les troupes toscanes agissent d'accord avec l'armée piémontaise et font partie du premier corps de l'armée de Charles-Albert, commandé par le lieutenant général Bava, dont le quartier général est à Gazzoldo.

(Gazette de Florence.)

— D'après la *Gazette de Venise*, le total des troupes autrichiennes qui occupent Mantoue, Vérone et Legnago est de 56 à 58,000 hommes.

Brescia, 18 avril. — Charles-Albert, accompagné de son état-major, se dirigeait hier sur la route de Mantoue.

Les mouvements militaires ont lieu sur la ligne du Mincio, parce que l'armée piémontaise, dans l'intérêt de notre sécurité, comprend qu'il est important de fortifier toute la ligne qui se trouve sur la rive du Goïto, Valeggio, Monzambano et les ponts jusqu'à Peschiera.

Les communications de Valeggio et Monzambano et de toutes les sentinelles qui sont sous Peschiera sont libres.

Le général Manno est campé sous Peschiera. Il attend la grosse artillerie de siège. A l'heure présente, il est parti dans la journée du 16 et une partie du 17 pour Castiglione. Tout fait pressumer qu'une attaque vigoureuse se prépare contre la forteresse.

Dimanche, vers quatre heures, le bateau à vapeur est parti pour Gènes emmenant à son bord environ 500 patriotes italiens, qui se sont embarqués aux cris de *Vive la République !* La musique faisait retentir l'air de la *Marseillaise*.

— Une lettre de Spezia du 18 nous apprend que l'escadre française, composée de six vaisseaux et de trois frégates à vapeur, a mouillé dans le golfe la veille, à onze heures du soir.

(Garde national de Marseille.)

### ALLEMAGNE.

25 avril. — Le journal *Zettungs Halle* se plaint de certaines mesures de police qui ont été adoptées à l'égard des pauvres Polonais bannis qui, après dix-sept ans d'exil, arrivés ici, continuent en partie leur voyage par le grand-duché. Tout à coup la police a déclaré aux Polonais récemment arrivés qu'il fallait qu'ils se rendissent à Cracovie ou retournassent en France. Quelques-uns, qui étaient arrivés à Posen, ont été arrêtés et renvoyés immédiatement à Berlin ; puis on leur a ordonné de se rendre à Cracovie ou aux lieux d'où ils étaient venus.

La police n'a voulu écouter aucune réclamation. Cette affaire nous rappelle l'odieuse cartel russo-prussien : n'est-il pas honteux qu'il soit encore en vigueur ?

### Faits divers.

Une activité merveilleuse règne en ce moment à la Monnaie ; on y frappe des masses de pièces de 1 centime, dont le commerce a tant besoin pour les appoints. Il paraît qu'on doit en frapper pour un demi-million. Mais l'abus contre lequel nous nous étions élevés ces jours derniers subsiste plus que jamais. On vend les nouveaux centimes dans les rues au prix de deux pour un sou.

— Les classes ouvrières sont en Angleterre dans un état de détresse que nous ne pouvons pas imaginer, puisque la misère tue seize enfants sur dix-sept avant l'âge de cinq ans dans les grandes villes manufacturières de ce malheureux pays.

— Aujourd'hui a eu lieu à l'hôtel de ville une véritable fête de famille. A onze heures, à la garde montante, la garde républicaine était sous les armes, les tambours venaient de battre aux champs pour saluer le drapeau et la musique d'exécuter la *Marseillaise*, lorsque le plus jeune soldat, enfant des barricades, sortant des rangs, s'avança vers le colonel Rey et lui offrit de la part de la garde républicaine de l'hôtel de ville un magnifique sabre d'honneur.

Le colonel Rey, qui ne s'attendait pas à cet honneur rendu non-seulement à ses principes républicains, mais plus encore à sa sollicitude pour sa brave garde et au dévouement dont il a fait preuve depuis le 24 février dans les fonctions si difficiles qui lui ont été confiées, a remercié dans une chaleureuse allocution la garde républicaine du dévouement dont elle-même a donné tant de preuves au gouvernement de la République et au maintien de l'ordre à l'hôtel de ville. Cette allocution a été couverte des cris mille fois répétés : *Vive le Gouvernement provisoire ! Vive la République !*

— On lit dans le *Monde républicain* : « Au moment du départ du courrier de Lyon, on se battait dans les rues de cette ville. Nous attendrons à demain pour donner des détails de la collision qui s'y est engagée par suite du résultat des élections. »

Cette nouvelle mérite confirmation ; car nous avons sous les yeux les journaux de Lyon du vendredi 28 avril, et ils ne disent pas que l'ordre ait un seul moment été troublé.

— L'aversion pour la royauté est si grande en Sicile que non-seulement on a abattu toutes les statues et les insignes royaux, mais, sur la proposition d'un maître de musique, on a partout substitué le mot *te au mo ré* qui signifie *roi*, de sorte que la gamme est maintenant désignée par *do, te, mi, fa, sol, la, si*. Les Siciliens invitent tous les Italiens à adopter cette réforme.

— Une patrouille de la garde nationale de Montmartre surprend une sentinelle s'occupant à lire aux astres, oublieux des factions et des choses de ce monde. La patrouille lui crie : « Qui vive !... — Ami ! » répondit tranquillement le citoyen philosophe.

### Bourse de Paris du 29 avril

Les fonds publics ont repris plus de fermeté à la Bourse d'aujourd'hui.

Les affaires ont eu de l'activité. Le décret relatif à la Banque de France a fait rechercher ses actions, qui ont haussé remarquablement.

Le 3 p. 100, fin du mois, a débuté à 46 25 et s'est élevé jusqu'à 47 50, prix auquel il est resté.

Le 5 p. 100 a commencé à 68 et s'est élevé jusqu'à 69, cours auquel il a fini.

Comparativement aux derniers cours d'hier, fin du mois, le 3 p. 100 a haussé de 1 50, ainsi que le 5 p. 100.

Au comptant, il y a eu hausse de 2 25 sur le 3 et le 5 p. 100, de 45 fr. sur la Banque de France, de 5 fr. sur les chemins de fer de Rouen, du Havre, de Marseille, de Vierzon et de Montebello ; de 7 50 sur celui de Versailles (rive gauche), de 2 50 sur celui de la rive droite, de 5 75 sur ceux de Lyon et de Strasbourg, de 1 25 sur celui de Bâle, de 4 50 sur le zinc de la Vieille-Montagne, et de 5 14 sur le 5 p. 100 belge 1842. Il y a eu baisse de 2 50 sur les chemins de fer d'Orléans et du Nord.

Le directeur gérant : SOBRIEN.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Daplette, 2.